

MIKE JOCKTANE

Président Leader du Gabon Nouveau

Comme tous les Gabonais et les Gabonaises, l'annonce par la Présidence de la République de la convocation des parlementaires des deux chambres m'a plongé dans le questionnement et une grande attente.

Si la loi prévoit en effet que le Président de la République peut convoquer les deux chambres du Parlement dans le cadre d'un Congrès, il me paraît évident que cette convocation sort du cadre de l'ordinaire. Pour s'adresser à la nation, le Président de la République peut utiliser des canaux habituels tels qu'une déclaration radio télévisée, une interview, une conférence de presse etc...

Ainsi donc, convoquer le congrès pour ne rien dire de majeur, sinon s'auto-congratuler est un mépris pour la République et un affront aux peuples dont je fais partie.

Depuis, au moins le début de la prise de pouvoir d'Ali Bongo Ondimba, le Gabon traverse une crise sans précédent.

Presque plus rien ne marche au Gabon. Malgré cela, les sujets de grandes préoccupations pour les Gabonais et les Gabonaises n'ont, à aucun moment, été abordés.

Je m'attendais à ce que ce discours tant attendu règle définitivement la question des trop nombreux prisonniers politiques qui croupissent pour certains injustement dans nos prisons depuis quelques années.

Quand bien même c'est devenu leur habitude de prendre des décisions importantes sans consulter le peuple, je m'attendais à ce qu'il s'explique sur l'intégration du Gabon dans la Communauté du Commonwealth.

Je m'attendais à ce qu'il reconnaisse que notre pays est en récession économique et que la dette nationale a atteint un niveau qui met en péril le présent et l'avenir de nos enfants et qu'il précise ce qu'il compte faire pour sortir de cet engrenage.

Je m'attendais à ce qu'il nous éclaire sur les instructions qu'il prévoit donner au Gouvernement pour accompagner les plus vulnérables d'entre nous qui ont souffert des mesures autoritaires, injustifiées et parfois injustes prises dans le cadre de la lutte contre la Covid-19.

Aussi, puisque la tendance de contamination est fortement baissière, je m'attendais à ce que des allègements permettant une reprise de la vie normale soient annoncés.

Je m'attendais à ce qu'il annonce le lancement d'un grand chantier de réforme du système électoral, puisqu'il affirme vouloir renforcer la démocratie, pour permettre des élections justes, crédibles, sincères et dont les résultats ne seront contestés par personne. Ceci d'ailleurs permettrait de redonner confiance aux Gabonais et aux Gabonaises dans la politique et dans ses acteurs. Le peuple ne veut plus jamais revivre la violence meurtrière de 2016.

Je m'attendais à ce qu'il appelle à un dialogue politique franc et sans tabou avec tous pour tenter de ramener la sérénité dans le pays.

La liste de ce que j'attendais est si longue, la situation du pays étant si préoccupante. Au lieu de cela, nous avons eu droit à une mise en scène de mauvais goût d'un Président de la République qui, au lieu de travailler dur pour sauver ce qui reste de son mandat, se comporte prématurément comme un candidat à sa propre succession.

Aussi, puisse que personne de sensé ne peut, aujourd'hui, le féliciter pour sa gestion des douze dernières années, il a choisi de le faire lui-même. Son bilan pourtant est son boulet et la vérité est têtue: Pour sauver le Gabon, il faut un changement radical de paradigmes. Une réelle alternance est inéluctable, si nous voulons améliorer notre situation collective.

Pour ma part, cette prestation oratoire est une occasion ratée qui indique simplement qu'aujourd'hui, il n'y a plus rien à attendre de ce régime à la fois immoral et incompétent.

J'affirme qu'il nous faut un autre Gabon, débarrassé de ces formes de gestion suicidaires qui n'offrent, hélas, aucune garantie de prospérité, ni pour les générations présentes, ni pour celles à venir.

Je crois en un Gabon Nouveau.

Le Gabon Nouveau, c'est possible.

